

Léon Trotsky

Œuvres – avril 1918

14 avril 1918

*Discours de Trotsky prononcé devant un public d'ouvriers et réponses aux questions posées de la salle.
Publié par Etudes Marxistes (dir. G.Bloch) en 1970, traduit de l'anglais*

Un paradis pour ce monde

Camarades,

Notre pays est le seul où le pouvoir soit aux mains de la classe ouvrière, et de tous côtés on nous conseille : " Laissez tomber, vous n'êtes pas de taille. Voyez combien il y a de difficultés sur le chemin du pouvoir des soviets ! " Et c'est vrai, les difficultés sont nombreuses ; à chaque pas, on se heurte à des obstacles.

Mais quelle en est la cause ? Regardons autour de nous, examinons la situation, faisons le compte de nos amis et de nos ennemis, regardons. en avant. Nous avons hérité de nos prédécesseurs, le tsar, Milioukov. Kerensky, *un Etat complètement ruiné à l'intérieur comme à l'extérieur*. Il n'y a pas le moindre doute qu'à l'heure actuelle, notre pays est dans une situation terrible. Mais cette situation n'est que le résultat de tout le développement historique qui l'a précédée, et, en particulier, de la guerre actuelle. Le tsar et Milioukov [1] nous ont entraînés dans la guerre. L'armée du tsar a été battue. La révolution a éclaté. Les travailleurs de tous les pays attendaient de la révolution qu'elle leur apporte la paix. Mais Milioukov et Kerensky [2] se sont laissé tenir en laisse par les alliés impérialistes ; ils ont fait traîner la guerre en longueur, déçu toutes les espérances, et ils ont mis la révolution en danger. Alors les ouvriers se sont révoltés, et ils ont pris le pouvoir entre leurs mains. Nous, de notre côté, nous avons fait tout ce qu'il était possible de faire pour accroître la confiance des ouvriers européens en la révolution russe, pour qu'ils comprennent clairement que ce n'était ni Milioukov, ni Kerensky, qui représentaient la révolution russe mais bien la classe ouvrière, les prolétaires exploités, les paysans qui n'exploitent pas le travail d'autrui.

Les militaristes et nous

Voilà ce que nous avons fait. Il est vrai, camarades, que nous n'avons pas encore la victoire. Nous ne trompons pas nous-mêmes et nous ne vous trompons pas. Le militarisme européen s'est avéré encore trop puissant, le mouvement des masses travailleuses ne lui a pas encore infligé le coup qui apportera le salut, tant aux ouvriers européens qu'à nous-mêmes, et le militarisme européen a fait le meilleur usage du délai que l'histoire lui a accordé. La révolution russe a atteint son apogée alors que la révolution européenne n'a pas encore commencé. C'est dans ces conditions que nous avons engagé des négociations avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, alors que la confiance en la révolution russe avait été minée par la politique de Milioukov, Kerensky, Tséretelli et Tchernov [3].

On nous dit :

" Vous avez signé le traité de Brest-Litovsk [4] qui n'est qu'un traité de pillage et d'oppression. C'est vrai, tout à fait vrai ; il n'y a pas de pire traité de pillage et d'oppression que celui de Brest-Litovsk. Mais qu'est-ce en réalité que ce traité ? C'est une reconnaissance de dettes, une vieille reconnaissance de dettes, qui avait déjà été signée par Nicolas Romanov, Milioukov et Kerensky, et c'est nous qui devons payer.

Etait-ce nous qui avons déclenché cette guerre ? Etait-ce la classe ouvrière qui avait déchainé ce sanglant carnage ? Non, c'étaient les monarques, les classes nanties, la bourgeoisie libérale. Étions-nous la cause des terribles désastres subis par nos malheureux soldats, quand ils se retrouvèrent sans fusil ni munitions dans les Carpathes ? Non, c'était le tsarisme, soutenu par la bourgeoisie russe.

Et est-ce nous qui, le 1^{er} juillet 1917 [5], avons gaspillé dans cette offensive honteuse et criminelle le capital de la révolution russe, sa bonne réputation, son autorité ? Non, ce sont les conciliateurs, les socialistes-révolutionnaires de droite, les mencheviks, ensemble avec la bourgeoisie. Et cependant, c'est à nous qu'on a présenté la note pour tous ces crimes ; et, en serrant les dents, nous avons été obligés de la payer. Nous savons que c'était une note d'usurier, mais, camarades, ce n'était pas nous qui avons contracté les emprunts, ce n'est pas nous qui en sommes moralement responsables devant le peuple. Notre conscience est parfaitement nette. Nous sommes, devant la classe ouvrière de tous les pays, le parti qui a fait son devoir jusqu'au bout. Nous avons publié tous les traités, nous avons déclaré sincèrement que nous étions disposés à conclure une honnête paix démocratique. Cette déclaration demeure, cette idée demeure, inscrite dans les sentiments et dans la conscience des masses laborieuses d'Europe, et la voilà qui y accomplit son profond travail souterrain.

Il est vrai, camarades, qu'à l'heure actuelle les frontières de notre pays ne sont sûres ni à l'Est, ni à l'Ouest. Là-bas, à l'Est, le Japon essaye depuis longtemps de s'emparer de la partie la plus fertile et la plus riche de la Sibérie, et la seule chose qui préoccupe la presse japonaise, c'est la limite territoriale jusqu'à laquelle le Japon est appelé à " sauver " la Sibérie. Voici ce que disent les journaux : " Nous devons répondre devant Dieu et les cieux du sort de la Sibérie. " Certains prétendent que le ciel leur a ordonné de s'emparer de la Sibérie jusqu'à Irkoutsk, d'autres disent jusqu'à l'Oural. C'est le seul point de désaccord entre les classes possédantes du Japon. Ils ont cherché toutes sortes de prétextes pour faire ce raid. En fait, il y a longtemps que l'affaire est en cours. Déjà sous le tsarisme, et plus tard, à l'époque de Teretchenko [6] et de Kerensky, la Russie se plaignait, dans des documents confidentiels, des préparatifs du Japon pour s'emparer de nos possessions d'Extrême-Orient. Et pourquoi cela ? Simplement parce qu'elles constituent une proie facile. Voilà, en vérité, l'essence de l'impérialisme international. Toutes ces belles phrases sur " la démocratie ", " le sort des petites nations ", " la justice ", " les commandements de Dieu ", ne sont que des mots, des phrases utilisés pour tromper le peuple ; en réalité, les puissances sont seulement à la recherche d'un butin sans protection pour l'empocher. Telle est, dis-je, l'essence de la politique impérialiste.

Et c'est ainsi, camarades, que tout d'abord, il y a six semaines, les Japonais ont répandu dans le monde entier la rumeur selon laquelle le transsibérien était à la veille d'être saisi par les prisonniers allemands et autrichiens, qui, ma foi, avaient été organisés et armés sur place, et que 200.000 d'entre eux n'attendaient plus que l'arrivée d'un général allemand. On donnait même le nom du général – tout était parfaitement défini et exact. L'ambassadeur du Japon à Rome en parla, et la nouvelle de la saisie prochaine du transsibérien fut envoyée par les stations radio du quartier général japonais à travers toute l'Amérique ; là-dessus, afin de dévoiler aux yeux du monde entier le mensonge honteux qui avait été répandu dans le but de préparer un raid de piraterie, je fis l'offre suivante aux missions militaires anglaises et américaines : " Donnez-moi un officier anglais et un officier américain, et je les enverrai immédiatement, accompagnés de représentants de notre commissariat à la guerre, le long du transsibérien, afin qu'ils puissent voir par eux-mêmes combien il y a de

prisonniers allemands et autrichiens armés dans le but de s'emparer du transsibérien. "

Ils ne pouvaient décemment pas refuser cette offre, camarades, et les officiers désignés par eux y allèrent, après avoir reçu de moi des papiers ordonnant aux soviets de Sibérie de leur accorder toutes facilités laissez-les examiner tout, voir tout ce qu'ils veulent voir, avoir accès libre et complet partout. On me montra ensuite tous les jours leurs rapports, envoyés par ligne directe. Il va sans dire qu'ils ne purent trouver nulle part la moindre trace de prisonniers ennemis armés. Ils virent qu'à l'encontre des chemins de fer russes, le transsibérien était bien gardé et marchait mieux. Ils ne trouvèrent que 600 prisonniers hongrois, qui étaient des socialistes internationalistes et qui s'étaient mis à l'entière disposition des autorités soviétiques contre tous leurs ennemis. C'est tout ce qu'ils trouvèrent. Il fut ainsi absolument démontré que les impérialistes et le quartier général japonais avaient trompé consciemment et dans une intention criminelle l'opinion publique, afin de justifier un raid de pillage sur la Sibérie, afin de pouvoir dire : les Allemands menaçaient le transsibérien et nous, japonais, l'avons sauvé par notre intervention. Et bien, *ce subterfuge-là* avait échoué ; aussi, on en concocta un nouveau sur-le-champ. A Vladivostok, on avait tué deux ou trois japonais. Aucune enquête sur cette affaire n'avait encore été menée. Qui étaient les assassins ? Etaient-ce des agents japonais, de simples bandits, des espions allemands ou autrichiens ? Personne ne le sait à ce jour. Cependant, bien qu'ils aient été tués le 4 avril, les japonais débarquèrent leurs deux premières compagnies à Vladivostok le 5 avril. Dès que la légende de la prise du transsibérien par les Allemands ne fut plus d'aucune utilité, la chose la plus simple était de prendre avantage de la mort de deux ou trois japonais – tués, selon toute probabilité, sur l'ordre de l'état-major japonais lui-même – afin de créer un prétexte plausible pour nous attaquer. Ce genre de meurtres dans un coin sombre constitue la pratique admise de la diplomatie capitaliste internationale. Mais là, la chose s'arrêta brusquement. Deux compagnies furent débarquées et ensuite le débarquement fut arrêté. Des agents anglais, français et américains se rendirent à notre commissariat et déclarèrent : " Il n'y a pas là de banditisme, pas le moindre commencement de banditisme et d'annexion, c'est juste un incident local, un malentendu local temporaire " ; en fait, il semblait que les japonais eux-mêmes hésitaient. D'abord, leur propre pays est épuisé par le militarisme, et une expédition contre la Sibérie est une affaire importante, compliquée et coûteuse, car les ouvriers et les paysans de Sibérie, les paysans robustes et opiniâtres que j'ai étudiés d'assez près il y a longtemps et qui n'ont jamais connu le servage, refuseraient, c'est assez clair, de laisser les Japonais les soumettre sans rien dire. Un combat long et obstiné serait nécessaire ; il y a, bien sûr, au Japon même un parti qui le redoute. D'autre part, les capitalistes américains, qui sont en compétition directe avec le Japon sur les rives du Pacifique, ne veulent pas d'un renforcement du Japon, l'ennemi principal.

Ceci, camarades, est à notre avantage : les brigands et les bandits de grand chemin du monde sont à couteaux tirés entre eux, et se disputent le butin. Cette rivalité entre le Japon et les Etats-Unis sur les rivages d'Extrême-Orient constitue une grande chance pour nous, car elle nous laisse du répit, elle nous donne une occasion de rassembler nos forces et d'attendre le moment où la classe ouvrière européenne et mondiale se lèvera pour nous aider.

Nouveaux carnages à l'ouest

A l'Ouest, camarades, nous observons en ce moment même un nouvel embrasement du terrible carnage qui dure déjà depuis quarante-cinq mois. On avait, auparavant, l'impression que les forces de l'enfer s'étaient déjà mises en mouvement, que rien de plus ne pouvait être inventé, que la guerre avait conduit à une impasse. Si les pays qui s'étaient affrontés auparavant avec leurs forces encore intactes n'avaient pu se surpasser l'un l'autre, il semblait qu'il n'y avait rien à attendre de plus, qu'on ne pouvait nulle part espérer de victoire. Mais c'est bien là une malédiction si le sorcier du capitalisme, ayant invoqué le démon de la guerre, est incapable de l'exorciser. Il est impossible pour, disons, la bourgeoisie allemande, de revenir devant ses ouvriers et de leur dire : et bien, nous avons mené cette terrible guerre pendant quatre ans ; vous avez supporté de nombreux sacrifices, et qu'est-ce que cette guerre vous a rapporté ? Rien, absolument rien ! De même la bourgeoisie anglaise ne

peut revenir devant ses ouvriers pour leur présenter le même résultat en échange de leurs sacrifices inouïs.

C'est pourquoi ils continuent à faire traîner ce carnage, automatiquement, sans but, sans raison, toujours davantage. Comme une avalanche roule le long de la montagne, ils roulent de plus en plus bas sous le poids de leurs propres crimes.

C'est ce que nous observons, une fois de plus, sur le sol de la malheureuse France, saignée à blanc. Là, camarades, sur le sol français, le front est d'une nature différente de ce qu'il était dans notre pays. Là, chaque mètre a été étudié de longue date, enregistré, marqué sur la carte, chaque mètre carré marqué distinctement. Là, des moyens de destruction colossaux, des engins monstrueux et gigantesques de meurtre massif sont rassemblés des deux côtés, sur une échelle jusqu'ici inconcevable pour l'imagination la plus puissante.

Camarades, j'ai vécu deux ans là-bas, en France, pendant la guerre, et je me souviens bien de ces flux et de ces reflux, des offensives, et puis des longues périodes d'attente. Une armée se tient en face d'une autre, chacune serrant l'autre de tout près, une tranchée contre l'autre ; tout est calculé, tout est prêt. L'opinion publique française commence à s'impatienter. Foch, la bourgeoisie et le peuple en général commencent à grommeler : " Combien de temps encore le front, ce terrible serpent, va-t-il sucer le sang de notre peuple ? Où y a-t-il une issue ? Qu'attendons-nous ? Arrêtons la guerre, ou remportons la victoire en prenant l'offensive et obtenons la paix. C'est l'un ou l'autre. " La presse bourgeoise se met alors à prodiguer ses encouragements : " La prochaine offensive, demain, après-demain, au printemps prochain, portera aux Allemands le coup mortel. "

Au même instant, des plumes non moins corrompues et mercenaires écrivent dans la presse allemande, au bénéfice des ouvriers et des paysans allemands, des mères, des ouvrières, des sœurs, des femmes allemandes : " Ne désespérez pas, une autre offensive sur le front français et nous écraserons la France, et nous vous donnerons la paix. " Là-dessus, en fait, une offensive commence.

Des victimes sans nombre, par centaines, par milliers, par millions meurent alors en l'espace de quelques jours ou semaines, et pour quel résultat ? Le résultat, c'est que le front s'est déplacé dans un sens ou dans l'autre d'un kilomètre ou deux, peut-être un peu plus, mais les deux armées continuent comme avant de se presser l'une contre l'autre en une étreinte mortelle ; et cela s'est déjà produit cinq ou six fois. Ce fut ainsi sur la Marne pendant la première course sur Paris, ce fut pareil ensuite, sur l'Yser, puis sur la Somme, à Cambrai. La même chose se produit maintenant dans les colossales batailles actuelles, telles qu'on n'en a jamais vu avant, durant toute l'histoire. Des centaines de milliers, des millions d'hommes tombent là-bas en ce moment, la fleur de l'humanité européenne est détruite sans que cela ait ni sens, ni but. Cela montre qu'il n'y a pas de salut sur la voie que suivent les classes dominantes et leurs laquais, les pseudo-socialistes.

L'Amérique est entrée dans la guerre il y a plus d'un an, en promettant d'y mettre fin en quelques mois. Qu'est-ce que l'Amérique a gagné par son intervention ? Elle avait d'abord patiemment attendu là-bas, au-delà de l'Océan ; l'Allemagne affrontait l'Angleterre ; et puis elle est intervenue. Pourquoi ? Que veut l'Amérique ? L'Amérique veut que l'Allemagne épuise l'Angleterre, et que l'Angleterre épuise l'Allemagne. Ensuite, l'Amérique se présentera comme l'héritier qui s'emparera du monde entier. Alors, quand l'Amérique s'aperçut que l'Angleterre allait toucher terre et que l'Allemagne allait prendre le dessus, elle dit : " Ainsi, il faut soutenir l'Angleterre – comme la corde soutient le pendu – afin qu'ils s'épuisent complètement l'un et l'autre, afin de retirer au capital européen toute possibilité de se tenir à nouveau sur ses pieds. " Et en ce moment même, nous lisons qu'à Washington, selon la nouvelle loi sur la conscription, un million et demi d'hommes sont appelés à l'armée.

L'Amérique, au départ, pensait que ce serait un jeu d'enfants, qu'il suffirait d'accorder un petit peu

d'aide ; mais à peine a-t-elle posé le pied sur le chemin que l'avalanche l'a entraîné dans son cours, et maintenant il n'y a plus de cesse pour elle non plus, elle aussi doit récolter tous les fruits amers. Et cependant, au début de la guerre, au début de l'intervention américaine, en janvier ou février de l'année dernière, j'ai vu moi-même à New York une manifestation de rue, une franche révolte des ouvriers américains, causée par la terrible hausse des prix. La bourgeoisie américaine a gagné des milliards avec le sang des ouvriers européens ; mais qu'a obtenu la ménagère américaine, l'ouvrière américaine ? Sa part de disette et un coût de la vie incroyablement élevé. C'est la même chose dans tous les pays, que la bourgeoisie gagne ou perde. Pour les ouvriers, les masses laborieuses, le résultat est le même ; épuisement des stocks de vivres, appauvrissement, esclavage et oppression accrus, accidents, blessures, infirmités – tout cela fond sur les masses populaires. La bourgeoisie elle-même ne peut plus choisir sa route – c'est précisément pour cela que l'Allemagne ne nous a pas complètement étranglés. Elle s'est arrêtée sur le front Est. Pourquoi ? Parce qu'elle doit d'abord régler ses comptes avec l'Angleterre et l'Amérique. L'Angleterre a pris l'Egypte, la Palestine, Bagdad, elle a mis le Portugal sous sa coupe, elle a étranglé l'Irlande, mais – l'Angleterre " se bat pour la liberté, la paix, le bonheur des faibles et petites nations ". Et l'Allemagne ? L'Allemagne a volé la moitié de l'Europe, a supprimé des dizaines de petits pays, a pris Riga, Reval et Pskov. Cependant, lisez leurs discours : ils déclarent qu'ils ont conclu la paix sur la base de l'autodétermination des peuples ! D'abord ils saignent un peuple à blanc, ils en font un cadavre, et ensuite ils disent : maintenant, il s'est déterminé lui-même pour que l'Allemagne puisse mettre la main sur lui.

Voilà la position de la révolution russe, de la république soviétique russe. Des dangers la menacent de tous côtés : à l'Est, il y a le péril japonais, à l'Ouest, le péril allemand, et évidemment il y a pour nous, bien que moins proches, les périls américain et anglais. Tous ces bandits forts et puissants ne seraient nullement gênés de mettre en pièces la Russie, et si, à l'heure actuelle, nous avons quelques garanties contre cela, elles résident dans le fait que ces pays ne pourraient arriver à un accord entre eux, que le Japon est obligé de continuer une lutte voilée, souterraine contre une grande puissance comme les Etats-Unis, tandis que l'Allemagne est forcée de mener une sanglante lutte ouverte contre les Etats-Unis et l'Angleterre réunis.

Et ainsi, camarades, pendant que les bandits mondiaux se sont empoignés pour ce dernier round convulsif, un peuple honnête a une chance d'avoir un peu de repos, de récupérer, d'être plus dispos, de s'armer, en attendant l'heure où la classe ouvrière portera à tous ces bandits du inonde le coup mortel.

La révolution russe, début de la révolution mondiale

Dès les premiers jours de la révolution, nous avons dit que la révolution russe ne serait capable de l'emporter et de libérer le peuple russe qu'à la condition qu'elle marque le début d'une révolution dans tous les pays, mais que si, en Allemagne, le règne du capital subsistait, si, à New York, la suprématie de la Bourse se maintenait, si, en Angleterre, l'impérialisme britannique conservait le pouvoir, comme il l'a fait jusqu'à présent, alors, c'en serait fait de nous, car ils sont plus forts, plus riches et aussi plus instruits que nous, et leurs machines militaires sont plus puissantes que les nôtres. Ils nous étranglèrent, parce que – en premier lieu – ils sont les plus forts, et que – en second lieu – ils nous haïssent. Nous nous sommes révoltés, nous avons renversé dans notre pays le règne de la bourgeoisie. C'est là la source de la haine qu'éprouvent pour nous les classes possédantes de tous les pays. On ne peut comparer notre bourgeoisie à la bourgeoisie allemande ou anglaise. Là-bas, il s'agit d'une classe puissante, qui a un passé à elle, une époque où elle réalisait des conquêtes culturelles, développait la science, et pensait que nulle autre qu'elle ne pouvait détenir le pouvoir, nulle autre qu'elle gouverner l'Etat.

Tout bourgeois digne de ce nom pense que c'est la nature elle-même qui l'a destiné à dominer, à commander, à chevaucher les échine des masses laborieuses, tandis que l'ouvrier vit, jour après

jour, sous le joug, et que son horizon demeure étroit ; il a bu avec le lait maternel ses préjugés d'esclave, et croit que gouverner l'Etat, prendre le pouvoir est bien au-delà de ses possibilités, qu'il n'a pas été conçu pour cela, qu'il est fait d'une substance trop pauvre.

Mais regardez, voici que les ouvriers et les paysans de Russie ont fait le premier pas – un bon pas, un pas ferme, encore que ce ne soit qu'un premier pas, pour en finir avec les classes possédantes, dans leur propre pays aussi bien que dans les autres pays. Ils ont démontré que les masses travailleuses sont faites de la même étoffe que tout le monde, et qu'elles veulent tenir tout le pouvoir dans leurs mains et gouverner tout le pays. Bien entendu, lorsque la bourgeoisie a vu qu'en prenant le pouvoir nous étions absolument sérieux, que ce que nous voulions faire, c'était réellement détruire la domination du capital et mettre à sa place la domination du travail, sa haine pour nous s'est prodigieusement enflée. Au début, les classes possédantes, les exploiters ont cru qu'il ne s'agissait que d'un malentendu temporaire, que c'était seulement une vague isolée de la révolution qui nous avait donné une puissante impulsion, et nous avait élevés, comme par accident, que les travailleurs ne s'étaient emparés du pouvoir que pour un moment, et que tout cela serait terminé dans une semaine ou deux, ou trois. Mais un peu plus tard, ils commencèrent à réaliser que les travailleurs se tenaient fermement à leurs nouveaux postes et que, tout en disant que les temps étaient durs, que des épreuves encore plus grandes les attendaient, de plus grandes ruines, une famine encore plus intense, cependant, une fois qu'ils avaient pris le pouvoir, ils ne le laisseraient jamais échapper de leurs mains. Jamais !

La bourgeoisie de tous les pays commença alors à s'apercevoir qu'une terrible infection s'étendait, venant de l'Est, de la Russie. En effet, une fois que l'ouvrier russe, le plus ignorant, le plus surexploité, le plus harassé de tous a saisi le pouvoir entre ses mains, ceux des autres pays doivent nécessairement se dire tôt ou tard : si les ouvriers russes, qui sont de loin plus pauvres, plus faibles, moins bien organisés que nous, peuvent saisir le pouvoir dans leurs mains, alors si nous, les ouvriers avancés du monde entier, prenons le bâton russe, renversons notre propre bourgeoisie, et organisons toute l'industrie, alors en vérité nous serons invincibles, et nous créerons une république universelle du travail.

Oui, camarades, nous sommes redoutés ; nous nous dressons devant la conscience des classes possédantes comme un spectre. Les impérialistes anglais combattent les impérialistes allemands, mais, de temps en temps, ils jettent un coup d'œil anxieux avec l'intention de saisir la révolution russe à la gorge. De la même façon, l'impérialisme allemand, tout enchaîné qu'il est à ses ennemis, ne peut s'empêcher de nous lancer de temps en temps un regard furtif, d'essayer de trouver une occasion favorable pour nous poignarder au cœur. Les impérialismes de tous les autres pays ont la même idée en tête. Il n'existe pas de différence nationale sur ce point, car les intérêts communs de ces bandits et de ces bêtes de proie les unissent contre nous, et laissez-moi vous le rappeler, camarades, que nous vous avons toujours dit que si la révolution ne s'étendait pas à d'autres pays, nous serions, en fin de compte, écrasés par le capitalisme européen. Il n'y aura pas d'échappatoire possible, et notre tâche, à l'heure actuelle, est de temporiser, de tenir jusqu'à ce que la révolution commence dans tous les pays d'Europe – tenir, consolider nos forces et nous tenir plus solidement sur nos pieds, car, à l'heure actuelle, nous sommes faibles, délabrés, et moralement faibles.

Nous connaissons nous-mêmes nos propres erreurs, et nous n'avons pas besoin des critiques de l'extérieur, de la bourgeoisie et des conciliateurs qui ont miné l'Etat et la vie économique russes, leurs critiques ne valent pas deux sous. Mais nous avons besoin de nos propres critiques afin de comprendre nos propres erreurs. Et, à cet égard, il faut, avant tout, dire ce qui suit : la classe ouvrière russe, le peuple laborieux de Russie, doit comprendre qu'une fois qu'il a pris le pouvoir dans l'Etat, il assume la responsabilité du destin du pays tout entier, de la vie économique tout entière, de l'Etat tout entier.

Evidemment, même maintenant, la bourgeoisie et ses laquais tentent encore de nous mettre des

bâtons dans les roues. Aussi, à chaque fois qu'ils se trouveront sur notre chemin, nous devons, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, les en chasser. A Orenburg ils envoient encore leurs Doutov [7] contre nous ; Kornilov [8], lui aussi, essaye d'attaquer Rostov. Nous traiterons sans pitié les bandes de gardes blancs bourgeois. C'est une évidence pour chacun de nous. Dans ce domaine, il n'y aura pas de changement dans notre tactique. Si la bourgeoisie espère encore revenir au pouvoir, nous lui en ferons perdre l'espoir une fois pour toutes. Si elle se lève, nous la rejetterons à terre, et si elle se brise le cou en tombant – tant pis pour elle. C'est son affaire. Elle a été prévenue.

Nous lui offrons le lot commun, le devoir universel du travail – le régime du travail, sans opprimés ni oppresseurs, et si cela ne lui convient pas, si elle continue à s'entêter et à se révolter, le pouvoir des soviets doit user contre elle de diverses mesures de répression.

Mais, camarades, justement parce que, tous comme un seul homme, nous ne voulons pas permettre la restauration du pouvoir de la bourgeoisie, des propriétaires terriens, de la bureaucratie et, plus, parce que nous sommes prêts à nous dresser pour le pouvoir de la classe ouvrière et des paysans pauvres jusqu'à la dernière goutte de notre sang, nous devons nous dire qu'à partir d'aujourd'hui, nous portons sur nos épaules la tâche la plus lourde, et que nous devons donc établir dans notre pays un ordre stable, un nouveau régime du travail. Nous avons hérité du passé, du tsarisme, de la guerre, de la période de MilioukovKerensky, des chemins de fer complètement disloqués, des usines disloquées, comme le sont toutes les branches de la vie économique et sociale, et nous devons remettre tout cela en état de marche, car nous sommes responsables de tout cela.

Les maîtres actuels du pays

Les soviets, les syndicats, les organisations paysannes – tels sont, à l'heure actuelle, les maîtres du pays. Avant, camarades, nous vivions sous le fouet, le fouet de la bureaucratie ; mais ce fouet n'existe plus. Il n'y a que des organisations d'ouvriers et de paysans pauvres, et ces organisations doivent nous enseigner à tous, afin que nous le sachions et ne l'oublions pas, que chacun de nous n'est pas une unité isolée, mais avant tout un fils de la classe ouvrière, une partie de la grande association commune dont le nom est " Russie laborieuse ", et qui ne peut être sauvée que par le travail commun. Quand les cheminots transportent subrepticement un chargement ; quand des dépôts, ou, en général, la propriété de l'Etat sont pillés par des individus, nous devons le dénoncer comme le plus grand des crimes contre notre peuple – contre la révolution. Nous devons monter la garde jour et nuit, et dire à ce genre d'apostats : " Tu voles les classes qui ne possèdent rien – pas la bourgeoisie, mais toi-même, ton propre peuple ! " A l'heure actuelle, chacun de nous, quel que soit le poste qu'il occupe, dans une usine ou aux chemins de fer, doit se considérer partout comme un soldat qui a été placé là par l'armée des travailleurs, par son propre peuple, et chacun de nous doit accomplir son devoir jusqu'au bout.

Cette nouvelle discipline du travail, camarades, nous devons la créer à tout prix. L'anarchie nous détruira, l'ordre du travail nous sauvera. Dans les usines, nous devons instaurer des tribunaux élus pour punir les tireurs au flanc. Chaque ouvrier, maintenant qu'il est devenu le maître de son pays, doit clairement se souvenir de son devoir de travailleur et de son honneur de travailleur. Chacun d'entre nous doit remplir une seule et même obligation : " Je travaille un certain nombre d'heures par jour avec toute l'énergie, toute l'application dont je suis capable, car maintenant, mon travail sert au bien commun. Je travaille pour équiper les paysans avec les instruments de travail nécessaires. Je crée pour lui des batteuses, des charrues, des faux, des clous, des fers à cheval, tout ce qui est nécessaire à l'agriculture, et le paysan doit me fournir le pain. "

Ici, camarades, nous abordons la question du blé – le problème le plus crucial pour nous en ce moment. Nous manquons de blé. Les villes meurent de faim, cependant la bourgeoisie, les usuriers ont concentré dans leurs mains, dans les provinces de Toula, d'Orel, de Koursk ou dans d'autres

provinces, d'énormes quantités de blé, des dizaines de milliers de pouds de blé, et ils refusent résolument de le céder, ils s'y agrippent, ils résistent à toutes les tentatives de réquisition.

Ils laissent le blé pourrir, tandis que, dans les villes et les provinces sans blé, les ouvriers et les paysans meurent de faim. A l'heure actuelle, la bourgeoisie des villages est en train de devenir le principal ennemi de la classe ouvrière. Elle veut défaire les résolutions des soviets par la famine, afin d'usurper la terre. Les usuriers de villages, ces vampires, comprennent que la révolution socialiste signifie la mort pour eux. Ils sont nombreux, ces usuriers de villages, dans les diverses parties du pays, et notre tâche, à présent, est de montrer aux paysans pauvres, partout, que leurs intérêts sont mortellement opposés à ceux des paysans riches, et que, si les usuriers de village l'emportent, ils s'empareront de toute la terre, et de nouveaux seigneurs apparaîtront cette fois-ci, n'appartenant pas à la noblesse, mais à la classe des usuriers de village. Il est nécessaire que, dans les villages, les paysans pauvres s'unissent avec les ouvriers des villes contre la bourgeoisie des villes et des villages, contre les usuriers de villages, les vampires. Ces usuriers détiennent le blé, entassent l'argent, et essayent de s'emparer de toute la terre ; s'ils y réussissent, c'en sera fait des paysans pauvres et de la révolution tout entière. Nous prévenons les usuriers que nous serons impitoyables à leur égard. Car ce dont il s'agit, c'est de ravitailler les villes, c'est de ne pas permettre que, dans les villes, nos enfants, nos vieilles mères, nos vieux, nos ouvriers et nos ouvrières, et nos provinces dépourvues de pain soient privés de leur pain quotidien. A partir du moment où il s'agit d'une question de vie ou de mort pour les travailleurs, nous ne tolérerons aucune plaisanterie. Nous ne nous arrêterons pas devant les intérêts de la bourgeoisie villageoise, mais, avec les pauvres des villes et des campagnes, nous mettrons résolument la main sur la propriété des diverses couches de la bourgeoisie des villages, et nous réquisitionnerons de force, sans compensation, ses réserves de blé pour nourrir les pauvres des villes et des villages.

Mais, afin de mettre à exécution une politique ferme envers nos ennemis, nous devons introduire un ordre ferme dans nos propres rangs. Le fait est, camarades, que beaucoup de frivolité, d'inexpérience et de malhonnêteté sont apparues au sein des secteurs dépourvus d'éducation de la classe ouvrière. Nous ne devons pas fermer les yeux devant cette réalité. Certains ouvriers disent : " Pourquoi ferais-je de mon mieux maintenant ? Tout va de travers, et que je travaille dur ou non, ça ne changera rien. " Une telle attitude est criminelle. Nous devons renforcer parmi nous la notion de responsabilité, afin que chacun de nous dise : " Si je ne remplis pas mon devoir, toute la machine fonctionnera encore plus mal. " Tous doivent créer un sens de la discipline du travail, du devoir du travail, et y joindre le sens de la responsabilité. J'ai été mandaté par le Comité central exécutif pour entreprendre la tâche de créer une armée convenablement équipée pour la Russie socialiste. Mais l'Armée rouge sera impuissante, trois fois impuissante, si nos chemins de fer fonctionnent mal, si nos usines sont ruinées, et si la nourriture n'arrive pas des villages aux villes.

Il est nécessaire de se mettre au travail, consciencieusement et honnêtement, pour renforcer de tous côtés la Russie soviétique. Un ordre rigoureux doit être établi partout. Notre Armée rouge doit s'imprégner du nouveau dessein d'être l'avant-garde en armes du peuple travailleur. L'Armée rouge a pour mission de défendre l'autorité de l'Etat des ouvriers et des paysans. C'est la mission la plus haute qui soit. Et pour une telle mission, la discipline est nécessaire, une discipline ferme, une discipline de fer. Autrefois, il y avait une discipline pour la défense du tsar, des propriétaires terriens, des capitalistes, mais maintenant chaque soldat rouge doit se dire que la nouvelle discipline est au service de la classe ouvrière, et, avec vous, camarades, nous introduisons un nouveau serment socialiste soviétique, non pas au nom de Dieu et du tsar, mais au nom du peuple travailleur, un serment par lequel chaque soldat s'engagera, en cas de violation des droits du peuple travailleur, de raid ou d'attaque contre ces droits, contre le pouvoir du prolétariat et des paysans pauvres, à être prêt à se battre jusqu'à la dernière goutte de son sang. Et vous, vous tous, toute la classe ouvrière, serez témoins de ce serment, témoins et participants de ce vœu solennel.

Le 1er Mai approche, camarades, et, à cette occasion, nous nous rassemblerons encore avec l'Armée

rouge, dans de grands meetings, et nous ferons le bilan de ce qui a été fait, et déterminerons ce qui reste à faire. Et il y a encore beaucoup à faire.

Camarades, pour préparer le 1er Mai, le gouvernement soviétique a décrété, là où c'est possible, d'enlever des rues les vieux monuments tsaristes, les vieilles idoles de pierre et de métal qui nous rappellent notre esclavage passé. Nous nous efforcerons alors, camarades, d'ériger dans un proche avenir dans nos squares de nouveaux monuments, des monuments au travail, des monuments aux ouvriers et aux paysans, des monuments qui rappelleront à chacun de nous regardez, vous étiez esclaves, vous n'étiez rien, et à présent vous devez vous élever haut, vous devez vous instruire, vous devez devenir les maîtres de la vie.

Car, camarades, le malheur des travailleurs, ce n'est pas seulement d'être mal nourris, mal vêtus – c'est le plus grand malheur bien sûr – mais c'est aussi qu'il ne leur est pas permis de s'élever mentalement, d'étudier, de se développer. Il y a beaucoup de valeurs spirituelles, sublimes et belles. Il y a les sciences et les arts – et tout cela est inaccessible aux travailleurs, parce que les ouvriers et les paysans sont obligés de vivre comme des forçats, enchaînés à leur boulet. Leurs pensées, leur conscience, leurs sentiments doivent être libérés.

Accès à toutes les conquêtes de l'esprit

Nous devons veiller à ce que nos enfants, nos jeunes frères aient la possibilité d'avoir accès à toutes les conquêtes de l'esprit, aux arts et aux sciences, et qu'ils puissent vivre comme il convient à un être humain qui se proclame " seigneur de la création ", et non pas comme jusqu'à présent, comme un misérable esclave, écrasé et opprimé. Voilà tout ce qu'on nous rappellera le 1er Mai, quand nous rencontrerons l'Armée rouge et que nous déclarerons : nous avons pris le pouvoir entre nos mains, et nous ne l'abandonnerons pas, et ce pouvoir n'est pas pour nous une fin en soi, mais un moyen – un moyen pour un autre grand objectif : reconstruire entièrement la vie, rendre toutes les richesses, toutes les possibilités de bonheur accessibles au peuple entier ; établir enfin, pour la première fois, un ordre tel sur cette terre que c'en sera fini, d'une part de l'homme courbé et opprimé et d'autre part de celui qui vit aux dépens de ses semblables ; établir solidement un système économique fraternel commun, un parti ouvrier commun, pour que tous travaillent pour le bien commun, pour que tout le peuple puisse vivre comme une famille honnête et unie.

Tout cela, nous ne pourrons le réaliser et nous ne le réaliserons complètement que lorsque la classe ouvrière européenne nous soutiendra.

Camarades, nous serions des misérables, des aveugles, des hommes de peu de foi, si, même pour un seul jour, nous perdions notre conviction que la classe ouvrière des autres pays viendra à notre aide et, suivant notre exemple, se dressera et mènera notre tâche à bonne fin. Vous n'avez qu'à vous rappeler ce que les masses laborieuses sont en train de vivre en ce moment – les masses de soldats d'Allemagne sur le front ouest, où une offensive d'enfer fait rage, où des millions de nos frères périssent de chaque côté du front. Est-ce que le même sang ne coule pas dans nos veines et dans les veines des ouvriers allemands ? Est-ce que les veuves allemandes ne pleurent pas exactement de la même façon quand leurs maris périssent, ou les orphelins quand leurs pères sont tués ? La même pauvreté, la même famine s'étalent là-bas ; les mêmes malheureux infirmes reviennent des tranchées dans leurs villes et leurs villages et errent comme de misérables ombres épuisées. Partout, la guerre produit les mêmes conséquences. Le besoin et la pauvreté règnent souverainement dans tous les pays. Et le résultat final sera, en fin de compte, partout le même : le soulèvement des masses laborieuses.

La tâche de la classe ouvrière allemande est plus difficile que la nôtre, parce que l'appareil de l'Etat allemand est plus fort que le nôtre, est fait de matériaux plus résistants que n'était celui de notre tsar,

d'heureuse mémoire. Là-bas, les nobles, les capitalistes sont des voleurs, comme les nôtres, tout aussi cruels, seulement, ce ne sont pas des ivrognes, des oisifs, des détournateurs de fonds publics, mais des voleurs efficaces, des voleurs intelligents, des voleurs sérieux. Là-bas, ils ont construit une solide chaudière étatique, sur laquelle les masses laborieuses font pression de toute part, une chaudière faite de matière résistante, et la classe ouvrière allemande devra produire une grande quantité de vapeur avant qu'elle n'explose. La vapeur s'accumule déjà, comme elle s'accumulait ici, mais, comme la chaudière est plus solide, il faut plus de vapeur. Le jour viendra cependant, camarades, où la chaudière explosera, et alors la classe ouvrière se saisira d'un balai de fer et commencera à balayer la poussière de tous les coins de l'empire allemand actuel, et elle le fera avec la détermination et la fermeté allemandes, si bien que nos cœurs se réjouiront en la voyant faire.

Mais en attendant nous disons : " Nous traversons des temps difficiles, des temps qui exigent du courage de notre part, mais nous sommes prêts à souffrir la faim, le froid, la pluie, et bien d'autres calamités et malheurs, parce que nous ne sommes qu'une partie de la classe ouvrière mondiale et que nous luttons pour son émancipation complète. Et nous tiendrons, camarades, et nous poursuivrons la lutte jusqu'à la victoire finale, nous réparerons les voies ferrées, les locomotives, nous donnerons des bases solides à la production, nous redresserons la situation du ravitaillement, nous ferons tout ce qui est nécessaire – si seulement nous gardons dans nos corps un esprit serein et un cœur résolu et fort. Aussi longtemps que notre esprit vivra, la terre russe sera en sécurité, et la république soviétique restera solide. "

Souvenez-vous, camarades, et rappelez-le aux moins conscients d'entre nous, que nous sommes comme une ville sur une montagne, et que les ouvriers de tous les pays nous regardent et se demandent, en retenant leur souffle, si nous nous écroulerons ou non, si nous échouerons ou si nous tiendrons nos positions. Et nous, de notre côté, nous leur crions : " Nous vous jurons que nous tiendrons nos positions, que nous n'échouerons pas, que nous resterons au pouvoir jusqu'à la fin. " Mais vous, ouvriers de tous les pays, vous, frères, n'épuisez pas trop notre patience, dépêchez-vous, arrêtez le massacre, renversez la bourgeoisie, prenez le pouvoir dans vos mains, et alors nous transformerons le monde entier en république mondiale du travail. Toutes les richesses terrestres, toutes les terres et toutes les mers – tout cela sera la propriété commune de toute l'humanité, quelque soit le nom de ses composantes : anglaise, russe, française, allemande, etc... Nous créerons un seul Etat fraternel : la terre que la nature nous a donnée. Nous labourerons et nous cultiverons cette terre selon des principes d'association, nous la transformerons en un jardin fleuri, où nos enfants, nos petits-enfants et nos arrière-petits-enfants vivront comme dans un paradis. Il fut un temps où les gens croyaient à des légendes qui parlaient d'un paradis. C'étaient des rêves vagues et confus, l'aspiration de l'âme de l'Homme opprimé à une vie meilleure. C'était l'aspiration à une vie plus pure, plus juste, et l'Homme disait : " Ce paradis doit exister au moins dans l' "autre monde", un pays inconnu et mystérieux. " Mais nous disons, nous, que nous allons créer un tel paradis avec nos mains laborieuses ICI, dans CE monde, sur la TERRE, pour tous, pour nos enfants et nos petits-enfants et pour toute l'éternité.

Le président. – Il est manifeste qu'il n'y a pas d'opposition. Le camarade Trotsky répondra aux questions.

Réponses aux questions écrites

Camarades, il y a un grand nombre de questions, mais je ne répondrai qu'à celles qui présentent un intérêt général.

" EST-IL VRAI QUE VOUS VOULIEZ INTRODUIRE LA JOURNÉE DE TRAVAIL DE DIX HEURES ? "

Non, camarades, ce n'est pas vrai. Bien que ce soit une nouvelle répandue par les mencheviks et les S.-R. de droite, c'est néanmoins un mensonge. Il est apparu de la manière suivante ; à l'un des meetings, j'ai dit " Evidemment, si nous travaillions tous maintenant consciencieusement huit heures par jour, comme on doit le faire, et si nous mettions au harnais la bourgeoisie elle aussi, et ceux qui nous détruiraient hier, selon le strict principe du service du travail, nous pourrions élever la prospérité de notre pays à un très haut niveau dans un laps de temps très court. Il est nécessaire, ai-je dit, de développer parmi nous le sentiment de notre responsabilité pour le destin de tout le pays, et de travailler de toutes nos forces, sans repos ni hâte, comme dans une famille, par exemple, où on ne se querelle pas à propos du travail à faire. Si c'est une bonne, une honnête famille, ses membres ne diront pas : " Aujourd'hui, j'ai travaillé plus que toi." Si un membre de la famille a plus de force, il travaillera plus dur. En même temps, chacun travaille de telle façon que, si c'est nécessaire, il travaillera même parfois seize heures par jour, puisqu'il ne travaille pas pour un maître, pour un capitaliste, mais pour lui-même. Voilà comment naquit l'affirmation, que je voulais substituer la journée de travail de dix ou même de seize heures à celle de huit heures. C'est une absurdité pure et simple. Nous disons : cela n'est pas nécessaire. Cela suffira si nous pouvons établir, par les syndicats et les soviets, une discipline assez ferme pour que chacun travaille huit heures – en aucun cas davantage, et même le plus tôt possible sept heures – et que le travail soit vraiment fait consciencieusement, c'est-à-dire que chaque parcelle de temps de travail soit réellement remplie de travail, que chacun sache et se souvienne qu'il travaille pour une association commune, pour un fonds commun – voilà vers quoi tendent nos efforts, camarades.

On me demande ensuite :

" VOUS VOUS PROCLAMEZ COMMUNISTES-SOCIALISTES ET POURTANT VOUS FUSILLEZ ET VOUS EMPRISONNEZ VOS CAMARADES, LES COMMUNISTES-ANARCHISTES ? "

C'est une question, camarades, qui exige réellement d'être élucidée – une question sérieuse sans aucun doute. Nous, communistes-marxistes, sommes profondément en désaccord avec la doctrine anarchiste. Cette doctrine est erronée, mais ceci ne saurait en aucune façon justifier des arrestations, des emprisonnements, sans parler même des exécutions.

J'expliquerai d'abord en quelques mots où réside l'erreur de la doctrine anarchiste. L'anarchiste déclare que la classe ouvrière n'a pas besoin du pouvoir d'État ; que ce dont elle a besoin, c'est d'organiser la production. Le pouvoir d'Etat, dit-il, est un service bourgeois. Le pouvoir d'Etat est une machine bourgeoise, et la classe ouvrière ne doit pas la saisir entre ses mains. C'est une conception complètement fausse. Quand on organise la vie économique dans un village, ou plus généralement dans de petits territoires, aucun pouvoir d'Etat n'est en effet requis. Mais quand on organise un système économique pour la Russie tout entière, pour un grand pays – et malgré ce qu'on nous a volé, nous sommes encore un grand pays – on a besoin d'un appareil d'Etat, un appareil qui était jusque là dans les mains de la classe hostile qui exploitait et volait les travailleurs. Nous disons : afin d'organiser la production d'une manière nouvelle, il est nécessaire d'arracher l'appareil d'Etat, la machine gouvernementale des mains de l'ennemi et de nous en saisir. Autrement, nous n'arriverons à rien. D'où vient l'exploitation, l'oppression ? Elle vient de la propriété privée des moyens de production. Et qu'est-ce qui combat pour elle, qu'est-ce qui la soutient ? L'Etat, aussi longtemps qu'il est aux mains de la bourgeoisie. Qui peut abolir la propriété privée ? L'Etat, aussitôt qu'il tombe aux mains de la classe ouvrière.

La bourgeoisie dit ; ne touchez pas à l'Etat – c'est un droit héréditaire sacré des classes " éduquées ". Et les anarchistes disent : n'y touchez pas – c'est une invention infernale, une machine du diable, n'en approchez pas. La bourgeoisie dit : n'y touchez pas – c'est sacré ; les anarchistes disent : n'y touchez pas – c'est maudit. Les uns et les autres disent : n'y touchez pas. Mais nous, nous disons : nous ne ferons pas que le toucher, nous en prendrons possession et nous le ferons fonctionner pour

nos intérêts, pour l'abolition de la propriété privée, pour l'émancipation de la classe ouvrière.

Mais, camarades, aussi fausse que soit la doctrine des anarchistes, il est parfaitement inadmissible de les persécuter pour cela. Beaucoup d'anarchistes sont des champions de la classe ouvrière parfaitement honnêtes seulement, ils ne savent pas comment on peut ouvrir la serrure, comment ouvrir la porte du royaume de la liberté, et ils s'agglutinent à la porte, se donnant des coups de coudes les uns aux autres, incapables de deviner comment on tourne la clef. Mais c'est là leur malheur ; pas leur faute – ce n'est pas un crime, et ils ne doivent pas être punis pour cela.

Mais, camarades, pendant la période de la révolution, – chacun le sait et l'idéaliste anarchiste honnête mieux que tout autre – toutes sortes de voyous, de gibiers de prison, de voleurs et de bandits de grand chemin se sont rassemblés sous le drapeau de l'anarchisme. Hier encore, l'homme purgeait sa peine de travaux forcés pour viol, ou de prison pour vol, ou était déporté pour banditisme, et aujourd'hui il déclare : " Je suis anarchiste – membre des clubs le " Corbeau ", la " Tempête ", l' " Orage ", la " Lave ", etc..., de nombreux noms, de très nombreux noms. " Camarades, j'en ai parlé avec des anarchistes idéalistes, et eux-mêmes disaient : " Beaucoup de ces gibiers de prison, de ces voyous et de ces criminels se sont introduits dans notre mouvement... "

Vous savez tous ce qui se passe à Moscou. Des rues entières sont contraintes de payer tribut. Des immeubles sont saisis par dessus la tête des soviets, des organisations ouvrières, et il arrive également que lorsque le soviet occupe un bâtiment, ces voyous, sous le masque de l'anarchisme, entrent de force dans l'immeuble, installant des mitrailleuses, saisissent des autos blindés et même de l'artillerie. De gros butins, des tas d'or ont été découverts dans leurs repaires. Ce ne sont que des pillards et des cambrioleurs qui compromettent les anarchistes. L'anarchisme est une idée, bien que fausse, mais le banditisme est le banditisme ; et nous disons aux anarchistes : vous devez tracer une ligne stricte entre vous et ces bandits, car il n'y a pas de plus grand danger pour la révolution ; si elle commence à dépérir en un point quelconque, tout le tissu de la révolution s'en ira en morceaux. Le régime des soviets doit être d'une texture solide. Nous n'avons pas pris le pouvoir pour piller comme des bandits de grand chemin, mais pour établir une discipline de travail commune et une vie de travail honnête.

Je maintiens que les autorités soviétiques ont agi de façon parfaitement correcte lorsqu'elles ont dit aux pseudo-anarchistes : " N'oubliez pas que votre règne est venu, n'oubliez pas que le peuple russe ou l'Etat soviétique est devenu une charogne sur laquelle les corbeaux se posent pour la déchirer à coups de bec. Si vous voulez vivre avec nous sur la base des principes de travail commun, alors, soumettez-vous avec nous à la discipline soviétique commune de la classe travailleuse, mais si vous vous mettez en travers de notre chemin, alors ne nous blâmez pas, si le gouvernement du travail, le pouvoir soviétique vous traite sans mettre de gants. "

Si les pseudo-anarchistes ou, pour être plus clair, les voyous essayent dans l'avenir d'agir de la même façon, le second châtiment sera trois fois, dix fois plus sévère que le premier. On dit que parmi ces voyous, il y a quelques anarchistes honnêtes ; si c'est vrai – et cela semble vrai en ce qui concerne certains – alors c'est un grand malheur, et il est nécessaire de leur rendre leur liberté aussi vite que possible. Il est nécessaire de leur exprimer nos regrets sincères, mais de leur dire en même temps : camarades anarchistes, afin que de telles erreurs ne se reproduisent pas à l'avenir, vous devez mettre entre vous et ces voyous une sorte de barrage, une ligne rigide, afin que vous ne soyez pas mélangés les uns avec les autres, que l'on puisse savoir une fois pour toutes : celui-là est un cambrioleur, et celui-ci un honnête idéaliste...

(A ce moment une agitation, un bruit et une confusion générale interrompent l'orateur.)

Le président. – Il n'est rien arrivé d'extraordinaire. Quelque quinze anarchistes ont quitté la salle

démonstrativement.

Trotsky. – Du calme, camarades.

Voilà, camarades, nous venons de voir, sur une petite échelle, un exemple de la façon dont un petit groupe d'hommes peut briser la solidarité et l'ordre. Nous discutons ici calmement de nos problèmes communs. La tribune était ouverte à tous. Les anarchistes avaient le droit de demander leur tour et de parler, s'ils le voulaient. Je parlais des véritables anarchistes sans animosité ni amertume, comme tout le monde peut en témoigner ; mieux encore, je disais que, parmi les anarchistes, il y avait de nombreux amis de la classe ouvrière dans l'erreur, qu'il ne devaient pas être arrêtés ni fusillés. Contre qui parlais-je avec rancœur ? Contre les gibiers de potence, les voyous, qui prennent le masque de l'anarchisme pour détruire l'ordre, la vie et le travail de la classe ouvrière. Je ne sais pas à quel camp appartiennent ces personnes qui pensaient qu'ils était possible de créer, dans un meeting bondé, une scène de provocation de cette espèce, qui a effrayé nombre d'entre vous et apporté la confusion et le chaos dans notre meeting populaire.

On me demande également camarades :

" Pourquoi abandonne-t-on le principe de l'élection dans le service militaire ? "

Je consacrerai maintenant quelques mots à répondre à cette question. Il était nécessaire, dans notre vieille armée que nous avons héritée du tsarisme, de renvoyer les vieux chefs, les généraux et les colonels, car, dans la majorité des cas, ils avaient été des outils aux mains d'une classe qui nous était hostile, aux mains du tsarisme et de la bourgeoisie. C'est pourquoi, quand il fallut que les ouvriers-soldats et les paysans-soldats élisent leurs propres commandants, ils n'élaient pas des chefs militaires, mais simplement des représentants aptes à les garder des attaques des classes contre-révolutionnaires. Mais maintenant, camarades, qui est en train de construire l'armée ? La bourgeoisie ? Non, les soviets d'ouvriers et de paysans, c'est-à-dire les mêmes classes qui composent l'armée. Là, pas de lutte interne possible. Prenons par exemple les syndicats. Les ouvriers métallurgistes élisent leur comité, et le comité trouve un secrétaire, un employé de bureau et un certain nombre d'autres personnes qui sont nécessaires. Est-il jamais arrivé que les ouvriers demandent : " Pourquoi nos employés et nos trésoriers sont-ils désignés, et non élus ? " Non, aucun travailleur intelligent ne dira cela. Sinon, le comité répondrait " Vous avez choisi le comité vous-mêmes. Si vous vous méfiez de nous, renvoyez-nous, mais une fois que vous nous avez chargés de la direction du syndicat, donnez-nous alors la possibilité de choisir l'employé ou le trésorier, car nous sommes meilleurs juges que vous dans ce domaine, et si notre façon de conduire les affaires est mauvaise, alors jetez-nous dehors et élisez un autre comité. " Le gouvernement soviétique est dans le même cas que le comité d'un syndicat. Il est élu par les ouvriers et les paysans, et vous pouvez, à n'importe quel moment, au congrès pan-russe des soviets, le destituer, et en désigner un autre. Mais une fois que vous l'avez élu, vous devez lui donner le droit de choisir les spécialistes, techniciens, employés, secrétaires au sens large du terme, et en particulier dans les affaires militaires. Car est-il possible que le gouvernement soviétique désigne des spécialistes militaires contre les intérêts des masses laborieuses et paysannes ? D'ailleurs, il n'y a pas d'autre moyen à l'heure actuelle, pas d'autre moyen possible que celui de la désignation. L'armée n'en est encore qu'à son stade de formation. Comment des soldats qui viennent juste d'entrer dans l'armée pourraient-ils choisir leurs chefs ? Ont-ils un vote précédent pour se guider ? Ils n'en ont pas. Et les élections sont donc impossibles.

Qui désigne les commandants ? Le gouvernement soviétique les désigne. On tient registre des anciens officiers, des individus les plus capables venant du rang et des officiers non commissionnés qui ont montré des capacités. Les candidats reçoivent leur nomination à partir de ce registre. S'ils représentent quelque danger, il existe des commissaires qui les surveillent. Qu'est-ce qu'un commissaire ? Les commissaires sont choisis parmi les bolcheviks et les S.-R. de gauche [9], c'est-

à-dire au sein des partis de la classe ouvrière et de la paysannerie. Ces commissaires n'interviennent pas dans les affaires militaires. Des spécialistes militaires s'en occupent, mais les commissaires gardent un œil vigilant sur eux, afin qu'ils ne profitent pas de leur position pour nuire aux intérêts des ouvriers et des paysans. Et les commissaires sont investis de larges pouvoirs de contrôle et de prévention des actes contre-révolutionnaires. Si le chef militaire donne un ordre dirigé contre les intérêts

des ouvriers et des paysans, le commissaire dira Halte ! et il mettra la main sur l'ordre et le chef militaire. Si le commissaire agit injustement, il en répondra, en strict accord avec la loi.

Pendant la première période, camarades, jusqu'à Octobre et pendant le mois d'Octobre, nous nous sommes battus pour le pouvoir des masses laborieuses. Qui donc s'est mis en travers de notre chemin ? Il y avait, parmi d'autres, les généraux, les amiraux, les bureaucrates saboteurs. Qu'avons-nous fait ? Nous les avons combattus. Pourquoi ? Parce que la classe ouvrière marchait au pouvoir, et personne n'aurait dû oser l'empêcher de le prendre. Maintenant le pouvoir est entre les mains de la classe ouvrière. Et c'est pourquoi nous disons : " Marchez gentiment, messieurs les saboteurs, et mettez-vous au service de la classe ouvrière. " Nous voulons les faire travailler, car ils représentent aussi un certain capital. Ils ont appris quelque chose que nous n'avons pas appris. L'ingénieur civil, le médecin, le général, l'amiral – ils ont tous étudié des choses que nous n'avons pas étudiées. Sans l'amiral, nous ne pourrions pas conduire un bateau ; nous ne saurions pas soigner un malade sans le médecin, et sans l'ingénieur, nous ne saurions pas bâtir une usine. Et nous disons à toutes ces personnes : " Nous avons besoin de votre savoir et nous vous prendrons au service de la classe ouvrière. " Et ils s'apercevront que, s'ils travaillent honnêtement, au mieux de leurs possibilités, ils auront toute latitude dans leur travail, et que personne ne viendra les ennuyer. Au contraire : la classe ouvrière est une classe suffisamment mûre, et elle leur donnera toute assistance dans leur travail. Mais s'ils essayent de se servir de leurs postes dans l'intérêt de la bourgeoisie et contre nous, nous leur rappellerons Octobre et d'autres jours.

L'ordre social que nous sommes en train d'établir est un ordre social du travail, un régime de la classe ouvrière et des paysans pauvres. Nous avons besoin de chaque spécialiste et de chaque intellectuel, s'il n'est pas un esclave du tsar et de la bourgeoisie, et, si c'est un travailleur capable, il peut venir à nous, nous le recevrons ouvertement et honnêtement. Nous travaillerons avec lui la main dans la main, car il servira le maître de son pays, la classe ouvrière. Mais, quant à ceux qui intriguent, qui sabotent, qui restent oisifs et qui mènent une vie de parasite – camarades, donnez-nous seulement la chance de mettre notre organisation en bon ordre, et nous ferons passer immédiatement et mettrons en pratique une loi les concernant : celui qui ne travaille pas, qui résiste, qui sabote – il ne mangera pas. Nous confisquerons les cartes de pain de tous les saboteurs, de tous ceux qui minent la discipline de travail de la république soviétique.

On me demande également :

" POURQUOI N'INTRODUISONS-NOUS PAS LE COMMERCE LIBRE DU BLE ? "

Si nous introduisions à l'heure actuelle le commerce libre du blé, nous ferions face d'ici quinze jours au spectre affreux de la famine. Qu'arriverait-il ? Il y a des provinces où se trouvent de grandes quantités de blé, mais où la bourgeoisie paysanne ne le vend pas à l'heure actuelle aux prix imposés. Si les prix étaient libérés de tout contrôle, tous les spéculateurs, tous les négociants se jetteraient sur ces provinces productrices de blé, et les prix du blé monteraient en quelques jours de plusieurs fois leur valeur et atteindraient 50, 100 ou 150 roubles le poud. Alors ces spéculateurs commenceraient à s'arracher le blé les uns aux autres et à le lancer sur les voies ferrées et à se disputer les wagons entre eux. Il y a aujourd'hui beaucoup de corruption parmi nos cheminots, spécialement dans les grades les plus élevés ; ils vendent les wagons pour de l'argent, et acceptent des pots-de-vin. Si le commerce libre du blé devait être proclamé, les spéculateurs paieraient des prix plus élevés pour les wagons et il en résulterait une désorganisation encore plus grande des chemins de fer. Et le blé qui

arriverait dans les villes serait tout à fait hors de prix pour vous, travailleurs.

Evidemment, des prix fixés pour le blé ne nous apporteront pas le salut, si une ferme discipline n'est pas établie dans les chemins de fer. Il est nécessaire d'établir un régime plus sévère pour les ouvriers des grades les plus élevés et ceux qui, parmi eux, encouragent la corruption, les détournements de fonds, et la rapacité. Et il est aussi nécessaire que tous les cheminots redoublent d'énergie.

Alors nous montrerons aux usuriers de villages que nous ne sommes pas en humeur de plaisanter ; que leur devoir est de livrer leurs stocks de blé aux prix imposés. S'ils ne les livrent pas, nous devons les prendre par la force – la force armée des paysans pauvres et des ouvriers. C'est de la vie et de la mort du peuple qu'il s'agit, et non pas des spéculateurs et des usuriers.

La situation est au plus haut point désastreuse et pas seulement pour nous. La Hollande, par exemple, est un pays neutre. Elle ne prend pas part à la guerre. Cependant, l'autre jour, des télégrammes sont arrivés, disant qu'à Amsterdam, la ration de toute la population a été réduite, et qu'une bagarre provoquée par la famine a éclaté dans les rues. Pourquoi ? Parce que, au lieu de labourer, de semer et de récolter, des dizaines de millions d'hommes se sont entre-tués à travers le monde pendant ces quatre dernières années. Tous les pays se sont appauvris et sont exténués, il en est de même pour nous. Donc, un certain temps doit s'écouler – un an ou deux – avant que nous renouvelions nos stocks de blé, et, en attendant, seule la discipline dans le travail, l'ordre et une pression sévère exercée sur les usuriers de village, les spéculateurs et les maraudeurs nous aideront. Si nous établissons tout cela, alors nous nous en sortirons.

Et maintenant laissez-moi répondre à la dernière question, camarades.

"QUI VA PAYER L'INDEMNITE A L'ALLEMAGNE PRÉVUE PAR LE TRAITE DE BREST ?"

Comment dirai-je, camarades ? Si le traité de Brest-Litovsk reste en vigueur, alors, évidemment, le peuple russe paiera. Si, dans les autres pays, les mêmes gouvernements restent en place, alors notre Russie révolutionnaire sera mise à mort et enterrée, et le traité de Brest sera suivi d'un autre, disons un traité de Petrograd ou d'Irkoutsk, qui sera trois fois ou dix fois pire que celui de Brest. La révolution russe et l'impérialisme européen ne peuvent vivre pendant longtemps côte à côte. A l'heure actuelle, nous existons parce que la bourgeoisie allemande est occupée à un sanglant règlement de comptes avec la bourgeoisie française et anglaise. Le Japon est en rivalité avec l'Amérique et, pour l'instant, il a donc les mains liées. Voilà pourquoi nous surnageons. Aussitôt que les pillards concluront la paix, ils se retourneront tous contre nous. Et alors l'Allemagne, avec l'Angleterre, coupera en deux le corps de la Russie. Il ne peut y avoir l'ombre d'un doute à ce sujet. Et le traité de Brest-Litovsk devra disparaître. On nous imposera par la force un traité beaucoup plus cruel, rigoureux, implacable. Ce sera le cas si les capitalistes européens et américains restent en place, c'est-à-dire si la classe ouvrière reste immobile. Alors nous serons perdus. Et alors, évidemment, le peuple travailleur de Russie paiera pour tout, paiera avec son sang, avec son travail, paiera pendant des dizaines d'années, pendant des générations et des générations. Mais, camarades, nous n'avons pas la moindre raison d'admettre qu'après cette guerre, rien ne changera en Europe.

La classe ouvrière de chaque pays a été trompée, du fait de l'existence de pseudo-socialistes, l'équivalent de nos socialistes-révolutionnaires de droite, de nos mencheviks, les Scheidemann, les David, et ceux qui correspondent à nos Tséretelli, Kerensky, Tchernov, Martov. Ils ont déclaré aux travailleurs : " Vous n'êtes pas encore mûrs pour prendre le pouvoir en mains, Vous devez soutenir la bourgeoisie démocratique. " Et la bourgeoisie démocratique soutient la grande bourgeoisie, qui soutient les nobles, qui, à leur tour, soutiennent le Kaiser. Voilà comment les mencheviks et

socialistes-révolutionnaires de droite d'Europe se trouvèrent enchaînés au trône du Kaiser, ou à celui de Poincaré, pendant la guerre. Et quatre années ont passé ainsi. Il est impossible d'admettre un seul instant qu'après une expérience si terrible de calamités, de carnage, de duperie et d'épuisement du pays, la classe ouvrière, en quittant les tranchées, retournera dans les usines en toute humilité et servilité, et, comme par le passé, fera tourner les rouages de l'exploitation capitaliste. Non. En sortant des tranchées, elle présentera une note à ses maîtres. Elle dira : " Vous nous avez soutiré un tribut de sang, et que nous avez-vous donné en échange ? Les anciens oppresseurs, les propriétaires terriens, l'oppression du capitalisme, la bureaucratie ! "

Je le répète : si le capitalisme occidental reste en place, on nous imposera une paix qui sera dix fois pire que celle de Brest-Litovsk. Nous ne pourrons plus tenir debout. Il y en a qui disent que celui qui espère une révolution européenne est un utopique, un visionnaire, un rêveur. Et je réponds : " Celui qui n'escompte pas une révolution dans tous les pays prépare le cercueil du peuple russe. " Il dit virtuellement : " Le parti qui possède la machine de guerre la plus efficace opprimerait et torturerait avec impunité tous les autres peuples". Nous sommes plus faibles économiquement et techniquement – c'est un fait. Est-ce que nous sommes condamnés pour cela ? Non, camarades, je ne le crois pas, je ne crois pas que toute la culture européenne est condamnée, que le capital la détruira impunément, la mettra aux enchères, la saignera à blanc, l'écrasera. Je ne le crois pas. Je crois, camarades, et je le sais par expérience et à la lumière de la théorie marxiste, que le capitalisme vit ses derniers jours. Tout comme une lampe brille d'un dernier éclat avant de s'éteindre brusquement, ainsi, camarades, la puissante lampe du capitalisme a brillé de son dernier éclat dans ce terrible massacre sanglant pour illuminer le monde de violence, d'oppression et d'esclavage dans lequel nous avons vécu jusqu'ici, et pour faire trembler les masses laborieuses d'horreur et les réveiller. Nous nous sommes révoltés, la classe ouvrière européenne fera de même. Et alors, le traité de Brest-Litovsk ira au diable, mais beaucoup d'autres choses le rejoindront : tous les despotes couronnés ou pas, les bandits et les usuriers impérialistes, et alors viendra un règne de liberté et de fraternité parmi les peuples.

Notes

[1] Milioukov : dirigeant du parti bourgeois libéral des constitutionnels-démocrates ("cadets"). Ministre des affaires étrangères du premier gouvernement provisoire en 1917. Démissionne en mai 1917.

[2] Kerensky : ministre de la justice, puis de la guerre et de la marine, dans le gouvernement provisoire, enfin chef du gouvernement de coalition entre la bourgeoisie et les dirigeants petits-bourgeois mencheviks et socialistes-révolutionnaires de droite.

[3] Tséretelli : dirigeant menchevik. Tchernov : dirigeant socialiste-révolutionnaire de droite.

[4] Le traité de Brest-Litovsk, qui venait d'être signé le 3 mars 1918, amputait la Russie de 26% de sa population, 27% de sa surface cultivable, 26% de ses voies ferrées, 75 % de sa capacité de production d'acier et de fer. Il fut annulé par la révolution allemande de novembre 1918.

[5] Le 1er juillet 1917 (nouveau style), avait commencé l'offensive sur le front décidée par le gouvernement Kerensky. Après quelques succès initiaux, cette offensive s'arrêta bientôt, devant les manifestations de protestation des ouvriers et le refus des soldats de se battre.

[6] Teretchenko : capitaliste russe, membre du parti cadet, ministre du gouvernement provisoire.

[7] Dourov : ataman des cosaques de l'Oural, participant à la tentative de putsch militaire de

Kornilov.

[8] Kornilov : général tsariste qui, nommé chef d'état-major par Kerensky, tenta un putsch militaire le 9 septembre 1917.

[9] Socialistes-révolutionnaires de gauche : fraction du parti petit-bourgeois à racines paysannes des socialistes-révolutionnaires, qui ayant rompu avec la droite, soutenait le pouvoir soviétique. Au moment où Trotsky prononce ce discours, le gouvernement est, depuis la révolution d'Octobre, un gouvernement de coalition des bolcheviks et des socialistes-révolutionnaires de gauche. Cette coalition se maintiendra jusqu'en juillet 1918, date à laquelle les socialistes-révolutionnaires de gauche, hostiles au traité de Brest-Litovsk, qui a pourtant été ratifié par le 3ème congrès pan-russe des soviets, organisent une insurrection et des attentats.